



Le passeport numérique des produits : un levier pour le réemploi et la transparence

À partir de **2027**, l'Europe va progressivement imposer le **passeport numérique des produits (DPP)**, un outil central du **règlement ESPR** (Ecodesign for Sustainable Products Regulation). Son ambition est claire : **suivre chaque produit tout au long de son cycle de vie**, de sa fabrication à son recyclage, en passant par ses réparations et ses éventuels changements de propriétaires.

Cette innovation concerne en priorité les filières **électronique, textile, construction et batteries**, qui devront s'adapter à cette nouvelle exigence. Pour les artisans, les distributeurs et les consommateurs, le DPP représente une opportunité unique pour **améliorer la transparence, allonger la durée de vie des produits et accélérer la transition vers une économie circulaire**.

LE PASSEPORT NUMÉRIQUE DES PRODUITS, QU'EST-CE QUE C'EST EXACTEMENT ?

Le DPP est une **fiche d'identité numérique et dynamique**, accessible via un simple **QR code** ou une puce électronique intégrée au produit. Il rassemble des informations essentielles comme l'origine des matières premières, le lieu de fabrication, la composition détaillée, les options de réparation, les pièces détachées disponibles, ainsi que les modalités de recyclage en fin de vie.

L'objectif est de permettre à **tous les acteurs** — fabricants, réparateurs, recycleurs et consommateurs — d'accéder facilement à ces données. Ainsi, il devient plus simple de **réparer un produit**, de le **réemployer** ou de le **recycler** de manière optimale. Pour les entreprises, cela signifie aussi une meilleure conformité aux réglementations européennes, tout en offrant une **transparence accrue** aux clients.

QUELS PRODUITS SERONT CONCERNÉS PAR CE PASSEPORT ?

Le DPP s'appliquera progressivement à la plupart des **produits physiques** commercialisés dans l'Union européenne. Les premières catégories prioritaires incluent les **batteries** (notamment celles des véhicules électriques et des appareils nomades), le **textile** (vêtements, chaussures), **l'électronique** (smartphones, électroménager) et les **matériaux de construction** (acier, béton, isolants).

Certains produits, comme les **aliments, les médicaments et les produits vétérinaires**, en sont exemptés. La liste définitive des produits concernés sera publiée par la Commission européenne d'ici **2026**, permettant aux entreprises de se préparer en conséquence.

CALENDRIER ET PRÉPARATION : COMMENT LES ENTREPRISES PEUVENT-ELLES SE PRÉPARER ?

Le déploiement du DPP se fera progressivement. Dès **2026**, la Commission européenne publiera la liste définitive des produits concernés. En **2027**, le passeport sera progressivement mis en place, avec une priorité accordée aux **batteries** et aux produits **électroniques**. D'ici **2030**, il devrait être généralisé à la plupart des filières, y compris le **textile** et la **construction**.

Pour les **artisans du bâtiment, les réparateurs** ou les **commerçants**, le DPP offre des opportunités concrètes. Ils pourront **valoriser leur savoir-faire** en s'inscrivant comme **réparateurs agréés** dans les bases de données du DPP, ce qui leur permettra d'apparaître comme des références pour les consommateurs cherchant à faire réparer leurs produits. De plus, ils auront **accès à des données techniques précises**, leur permettant de proposer des services de réparation ou de recyclage plus efficaces. Enfin, en mettant en avant leur engagement dans l'économie circulaire, ils pourront **se différencier** sur un marché de plus en plus exigeant en matière de **responsabilité environnementale**. ■